

Le groupe EELV est globalement en accord avec les constats de la majorité municipale sur les conséquences catastrophiques des politiques menées jusqu'à ce jour par la droite au pouvoir, perte de valeur, iniquité et inefficacité des mesures, paupérisation d'une part croissante de la population.

Nous ajouterons à ce tableau le constat que ne s'est jamais démentie l'entreprise gouvernementale consistant à opposer les unes aux autres différentes catégories de citoyens, comme ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas, ceux qui ont des titres de séjour et ceux qui n'en ont pas, en faisant porter les responsabilités aux pauvres, aux chômeurs, aux étrangers, etc,

La situation économique nationale se retrouve bien sûr à Créteil qui, comme toutes les collectivités, va voir ses ressources stagner, voire diminuer.

Nous avons bien compris que l'exercice 2012, et sans doute les suivants, seront marqués par la rigueur budgétaire, les incertitudes concernant les montants des différentes dotations qui seront allouées à la ville, les interrogations sur les moyens de financement et les modalités de nos futurs emprunts.

Nous approuvons le principe de la prudence dans les orientations budgétaires. Nous salons l'effort de mutualisation des services entre la ville et l'agglo pour éviter les doublons, mutualisation qu'il faudra cependant évaluer à l'aune de son efficacité.

Mais si nos moyens sont comptés, cela ne nous empêche pas d'agir ! Au contraire, cela nous impose une exigence, celle d'évaluer précisément nos politiques publiques et de prioriser nos interventions. L'exercice est toujours profitable et permet d'impulser des projets qui répondent aux besoins des habitants.

Le rapport sur les orientations budgétaires trace des orientations qui appellent de notre part les interrogations et les observations suivantes :

En matière de réduction du coût de fonctionnement :

Quelles sont les actions et quelles sont les manifestations qui seront revues et en fonction de quels critères ?

Les subventions aux associations subiront une baisse de 3%, sauf celles allouées aux associations investies dans l'urgence sociale. Cette baisse sera-t-elle répartie mécaniquement pour toutes les associations ?

Si oui, il nous semble tout à fait dommageable que seules les politiques de « réparation » soient préservées, au détriment d'actions de prévention, d'éducation, d'accompagnement. Nous proposons que les associations dont l'action contribue au lien social, au développement durable, au développement d'activités économiques, à la promotion des habitants, soient solidement épaulées, et que certaines d'entre elles voient leur soutien augmenter.

Le rapport prévoit que l'action du CCAS soit refondée et que le bilan de la politique des quotients familiaux soit réalisé avec soin. Ces éléments de bilan devront être présentés aux élus de la ville car ils sont de nature à impulser des politiques nouvelles qui ne peuvent se construire que dans le débat démocratique.

En matière de politique de développement durable :

Il est bien sûr sage de mener à bien les travaux engagés et de reporter les investissements nouveaux à des temps plus prospères, sans pour autant s'interdire de lancer des projets fondateurs pour la ville et son avenir (projets de création d'emplois par exemple, dans le cadre du développement d'activités d'ateliers de réparations d'objets domestiques ou de vélos, ou mise en place d'une action volontariste de réduction des déchets à la source, notamment en organisant la collecte des déchets fermentescibles dans l'habitat collectif).

L'important travail mené sur l'amélioration du chauffage urbain, les différentes études en cours ou

programmées sur l'installation d'une pompe à chaleur, sur la construction d'une chaufferie à biomasse raccordée à l'usine d'incinération, permettront à la ville de diminuer sa dépendance énergétique et, souhaitons-le, d'alléger les factures en énergie des Cristoliens ?

Nous savons tous que cela ne sera pas suffisant. Le rapport évoque une diversification des ressources. De quelles ressources s'agit-il ?

En revanche, le rapport est muet sur les orientations en matière de développement du bio, de la formation et de l'information des citoyens en matière de réduction des consommations d'énergie, de réduction des déchets à la source, autant de sujets majeurs qu'il faudra aborder de front cette année et les années suivantes.

Si nous nous réjouissons de la volonté de la ville de maintenir les emplois communaux, nous nous étonnons qu'il n'y ait pas de projet concret de développement du service développement durable, qui pourtant, est devenu un fil conducteur dans la communication de la ville.

Nous nous saluons la décision de développer les jardins familiaux dans la ville. Il est en effet bien temps de rappeler qu'ils ne sont pas ringards du tout, mais bien qu'ils réveillent chez ceux qui les travaillent des gestes oubliés tout en produisant de beaux légumes et de la solidarité ! Et s'ils permettent d'expérimenter des pratiques éco-responsables et de développer le compostage collectif, nous prenons !

Dernières remarques sur le projet de réhabilitation de la place de l'Abbaye :

la SEMIC se propose d'installer des collecteurs de tri sélectif enterrés dans le cadre de la réhabilitation des 4 tours de la place de l'Abbaye. Pouvons-nous en savoir + sur cette installation.

Enfin, sur la réorganisation de la circulation, la rue renearcos est-elle concernée. Très dangereuse, elle mériterait d'être reconfigurée pour diminuer la vitesse de circulation des véhicules.

Catherine de Luca